

# La République tchèque : ce partenaire si mal connu

vendredi 21 novembre 2008, par [Camille Lepinay](#)

De plus en plus de craintes se font entendre en France à propos de la présidence qui doit succéder à la Présidence française au premier janvier 2009, la République tchèque.

## Auteurs

---

### [Camille Lepinay](#)

Membre des Jeunes Européens - France

## Mots-clés

---

### [République Tchèque](#)

On craint la Présidence d'un petit pays, qui plus est eurosceptique et qui ne se laisse pas marcher sur les pieds, comme en témoigne la réaction assez vive des tchèques aux fuites sur un hypothétique projet de Nicolas Sarkozy de diriger la zone euro au-delà de la présidence française. [1]

Cette passe d'arme révèle l'incompréhension qui existe en France, et plus largement en Europe de l'Ouest, concernant la République tchèque, comme peut l'illustrer même à outrance un sketch des les Guignols de l'info, qui a été diffusé en République tchèque via Internet. Pour contrer cette caricature inacceptable de nos amis tchèques, quelques explications s'imposent. Petit florilège d'idées à nuancer.

### **La République tchèque, prochain problème dans la ratification du traité de Lisbonne ?**

Commençons par le principal problème. La République tchèque n'a toujours pas ratifié le traité de Lisbonne, alors qu'elle doit prendre la présidence. En effet, la Cour constitutionnelle tchèque devait se prononcer fin octobre, début novembre sur la constitutionnalité du traité avant que le Parlement tchèque ne décide de sa ratification mais la Cour a récemment reporté à la fin novembre son verdict, et de fait le Premier ministre tchèque a annoncé le 6 novembre dernier que la République tchèque ne pourra pas ratifier le traité avant 2009. Et heureusement, il n'a pas été question d'un référendum, car en juillet, un sondage suggérait que 53% des tchèques étaient contre le traité face à 47% pour. [2]

En fait, la ratification du traité, auquel les tchèques ne s'étaient pas opposés dans les négociations, est surtout devenue un enjeu de politique intérieure, alors que les dernières élections législatives de 2006 [3] ont abouti à une situation politique très instable. Le gouvernement au pouvoir est en effet un gouvernement de coalition en minorité.

Or, les partis qui composent cette coalition sont eux-mêmes divisés sur la ratification : le parti démocrate-civique ODS (de droite), le plus gros parti à la chambre des députés avec 81 membres sur 200, est plutôt

euroseptique, mais ses petits alliés, Verts et Chrétiens Démocrates (KDU-CSL), sont favorables au traité, comme les socialistes. Mais seraient-ils prêts à rompre la coalition ? Et les eurosceptiques de l'ODS sont joints par le Parti communiste de Bohême et Moravie (KSCM), dont le potentiel de nuisance n'est pas négligeable avec ses 26 députés. La ratification posait surtout problème au Sénat, où les représentants de l'ODS encore plus eurosceptiques, ont saisi la Cour constitutionnelle, alors que le premier ministre, [Mirek Topolánek](#), lui aussi de l'ODS avait déclaré le traité compatible avec la Constitution.

La situation semblait se dénouer avec la récente victoire du Parti d'opposition social-démocrate (CSSD) [4] aux élections sénatoriales fin octobre. Les sociaux-démocrates sont désormais en position de force pour exiger la ratification du traité de Lisbonne en échange de son acceptation de l'accord américano-tchèque sur le radar anti-missile. Suite aux élections, le ministre tchèque des affaires étrangères, Karel Schwarzenberg avait affirmé dans un entretien au Monde que le traité « sera ratifié d'ici à la fin de l'année. »

Si ce propos ne semble malheureusement plus d'actualité avec le report de la décision de la Cour constitutionnelle, il n'en demeure pas moins que la République tchèque n'ayant elle-même pas ratifié le traité, elle serait dans une position très délicate pour régler la question de la ratification par l'Irlande, comme l'ont montré les réactions vives en Irlande à la rencontre entre le Président tchèque Václav Klaus et l'opposant irlandais au traité M. Ganley. Et de fait, les tchèques subissent de fortes pressions, notamment de la part du Parlement européen, pour ratifier au plus vite.

### Des tchèques eurosceptiques ?

L'idée courante d'un euroscepticisme tchèque doit être relativisée : selon le dernier sondage Eurobaromètre [5], 48% des tchèques considèrent que l'adhésion à l'Union européenne est une bonne chose (pour une moyenne européenne de 52%), seulement 11% considèrent que c'est une mauvaise chose (pour une moyenne européenne de 14%).

Surtout, 64% des tchèques reconnaissent que l'adhésion de leur pays à l'Union leur a été bénéfique, soit 10 points de plus que la moyenne européenne. De plus, les tchèques n'ont élu qu'un seul député, sur 24, membre du groupe politique souverainiste ID (Identité et Démocratie) au Parlement européen. Paradoxalement, c'est un roi tchèque, le roi de Bohême Jiří z Poděbrad qui proposait déjà une confédération européenne au 15<sup>e</sup> siècle. [6]

En outre, Václav Havel, figure histoire de la résistance et premier Président postcommuniste était lui un pro-européen convaincu qui a toujours prôné l'adhésion à l'Union européenne comme réunification d'un continent. D'ailleurs, le gouvernement tchèque pousse toujours aujourd'hui pour l'élargissement aux Balkans occidentaux et entend commémorer dignement en 2009 les cinq ans de l'élargissement à l'est de 2004.

Mais l'image eurosceptique du pays tient surtout à la position eurosceptique affichée de son président Václav Klaus qui craignait au début des années 1990 que son pays ne se dissolve dans l'Union comme un cube de sucre dans une tasse de thé. On a souvent vu cette critique derrière le spot publicitaire destiné à

informer les tchèques de la Présidence, dont le slogan Evropě to Osladíme » avait d'un double sens en tchèque : « Nous allons sucrer l'Europe » ou « Nous allons écœurer l'Europe ». [7]

Même si l'Union n'est pas un Empire autoritaire, Václav Klaus pourrait apparaître comme ce petit soldat Svek, cette figure emblématique de l'histoire nationale qui critiquait l'Empire austro-hongrois supranational qui le forçait à se battre en 1914-1918. Or, Václav Klaus est aussi une figure historique de la rupture avec le communisme et une figure politique de premier plan depuis 1989. Il reste très populaire auprès des tchèques. Paradoxalement c'est un gouvernement dirigé par Václav Klaus qui avait déposé la demande d'adhésion tchèque début des années 1990.

Elu président par le Parlement en 2003 et réélu en février 2008 [8], il semble prendre un malin plaisir à prendre le contre pieds de son prédécesseur et opposant historique Václav Havel, connu au contraire pour son vif soutien à la construction européenne. D'ailleurs, lors de sa visite en Irlande le 11 novembre, Václav Klaus a provoqué un scandale en justifiant sa rencontre avec l'opposant irlandais au traité M. Ganley par la phrase suivante : « Mon prédécesseur, Vaclav Havel, aimait lui aussi rencontrer des dissidents de différents pays, donc maintenant je rencontre un dissident de l'UE. Et je me considère comme l'un d'eux ».

Cependant, le président tchèque n'a qu'un rôle symbolique en matière de politique étrangère qui fait que Václav Klaus ne pourrait sans doute pas réitérer le coup politique du président polonais concernant la ratification du traité de Lisbonne. Il ne sera pas non plus le Président de l'Union européenne, car c'est le Premier ministre tchèque qui siège au Conseil européen. Les positions de Václav Klaus devraient ainsi plus être analysées comme des positions personnelles que comme celle d'un Président [9].

Mais pour le moment, la République tchèque fait surtout preuve d'euro-réalisme, comme l'a dit le Premier ministre tchèque Mirek Topolánek dans une récente interview au Monde. Car les tchèques ont déjà fait l'expérience de plusieurs désillusions concernant l'Europe de l'Ouest : en 1938 quand à Munich, la France et le Royaume Uni acceptèrent qu'Hitler envahisse les Sudètes puis le reste de la Bohême, en 1968 quand l'Europe de l'Ouest laissa l'URSS réprimer le printemps de Prague, dont on vient de commémorer le quarantième anniversaire en août dernier. D'où une certaine sympathie pour les Américains considérés comme les seuls à même de garantir leur sécurité, comme le montre récemment le projet de radar antimissile signé avec les Etats Unis.

### **Des tchèques libéraux ?**

Les tchèques ont pourtant le plus vieux parti social-démocrate parmi les nouveaux entrants de 2004, datant des années 20 et cette expérience précoce de démocratie est l'un des facteurs expliquant qu'en termes de démocratie, partis politiques ou de clivages politiques, la République tchèque est le pays d'Europe de l'est le plus proche de l'Europe de l'ouest. Par exemple, c'est le seul pays d'Europe de l'est où un parti Vert est représenté à la Chambre des députés (6 députés depuis 2006).

Mais là encore il faut faire appel à l'histoire pour mieux comprendre la préférence de certains tchèques pour le libéralisme, et plus encore à une double mémoire histoire : la mémoire du communisme et la mémoire de la transition.

La mémoire historique du communisme est toujours vive. C'est en partie parce que la mainmise communiste sur le pays a été assez forte. Suite au coup de Prague de 1948, le parti communiste va mener de grands purges contre des membres sympathisants de l'après guerre. Après la répression du printemps de Prague en 1968, le pouvoir communiste tchèque a fait de la République populaire de Tchécoslovaquie un bastion néo-stalinien à l'opposé des trajectoires d'ouverture des partis communistes polonais ou hongrois dans les années 80. Le communisme a aussi laissé des traces importantes dans la société tchèque, notamment une coupure entre élite et population qui se retrouve aujourd'hui dans la relative indifférence ou mauvaise connaissance de la population face à l'Union européenne, phénomène que l'on retrouve aussi dans d'autres pays d'Europe de l'est.

En réaction, la décommunisation a été particulièrement forte, suite à une loi très sévère de 1991 qui a entraînée une chasse aux sorcières qui continue encore aujourd'hui comme le montrent les récentes accusations contre [Milan Kundera](#), figure pourtant historique d'opposition au communisme. [10]

Contrairement à ses voisins orientaux, les anciens membres du parti communiste ne sont jamais revenus au pouvoir sous une étiquette social-démocrate, puisque, face à la résurgence du parti social-démocrate CSSD né dans l'entre-deux-guerres, le parti communiste s'est maintenu comme un parti anti-systémique, avec lequel les sociaux-démocrates se sont toujours refusé à former un gouvernement, même si cela leur a coûté le retour au pouvoir.

Par ailleurs, en juin dernier, le Sénat tchèque a adopté la déclaration de Prague sur la conscience européenne et le Communisme, qui a sans doute joué un rôle important dans la décision du Parlement européen du 22 septembre dernier de proclamer le 23 août, date de la signature du pacte de non agression entre Hitler et Staline en 1939, comme Journée européenne en souvenir des victimes du stalinisme et du nazisme. La future Présidence tchèque pourrait aussi pousser pour l'établissement d'un Institut européen sur le totalitarisme. [11] Au niveau européen, la République tchèque a aussi défendu une approche communautaire très sévère vis-à-vis de régimes autoritaires comme Cuba ou la Biélorussie.

Mais la tendance au libéralisme tchèque peut aussi être mieux comprise à la lueur de la mémoire de la transition. La transition économique a été très rapide, grâce à une crise économique peu sévère et le choix d'une libéralisation « choc » et d'une privatisation rapide menée par Václav Klaus et l'ODS, qui a relativement bien réussie.

### **La Présidence tchèque va être une catastrophe : des difficultés prévisibles mais pas insurmontables**

La dernière inquiétude concerne la Présidence tchèque, elle-même. On ne peut nier trois risques. Le premier a déjà été évoqué concernant la ratification du traité de Lisbonne. Le second est celui d'un gouvernement tchèque fragilisé par la récente défaite de l'ODS aux élections sénatoriales, qui lui a fait frôler de peu une motion de censure, ce qui fait planer le risque d'un « gouvernement intérimaire » sous la présidence tchèque. La troisième source d'inquiétude tient au décalage programmatique. Déjà la troïka actuelle (France, République tchèque, Suède) n'a pas réussi à se mettre d'accord sur un programme commun avant septembre dernier, et encore, en occultant les sujets de tensions.

Alors que la France met en avant une Europe qui protège, le slogan de la présidence tchèque est « l'Europe sans frontières ». Derrière ce slogan, les tchèques proposent d'achever le marché intérieur en proposant notamment la suppression des obstacles à la libre circulation des travailleurs, sujet qui reste controversé dans d'autres Etats membres. De plus, les tchèques poussent en faveur de l'élargissement aux Balkans occidentaux et en premier lieu la Croatie, alors que des voix s'élèvent notamment en France pour une pause dans l'élargissement. En outre, la signature de l'accord américano-tchèque sur le radar anti-missile américain vient d'une certaine façon en contrepieds des propositions françaises de renforcer la coopération européenne en matière de défense. Français et tchèques ne se semblent se retrouver que sur la priorité d'une politique de l'énergie. Cependant, selon Milan Horacek, député européen Vert allemand d'origine tchèque, on ne pourrait cependant pas attendre de la Présidence tchèque les mêmes performances diplomatiques que de la part d'un ancien Etat membre puissant comme la France et la Présidence tchèque serait très bien préparée par le gouvernement. Et le premier ministre tchèque se targue d'une bonne relation avec M. Sarkozy, expliquant que lors de leur rencontre du 31 octobre, ils ont ainsi décidé que pendant la présidence tchèque, un observateur tchèque sera invité à prendre part aux réunions de la zone euro.

Enfin, l'Union peut aussi profiter des spécificités d'un ancien membre du bloc de l'Est. Ainsi, interrogé sur l'attitude de la Présidence tchèque dans le cas d'une crise avec le grand voisin russe, le ministre des affaires étrangères tchèques, Karel Schwarzenberg, a répondu en rappelant le rôle historique de trait d'union de la République tchèque entre Est et Ouest : « Nous sommes peut-être petits, mais pour ce qui est des Russes, nous avons plus de savoir-faire que beaucoup d'autres, pour avoir vécu quarante ans avec eux. Paradoxalement, les Tchèques aiment bien les Russes, dont ils considèrent qu'ils ont souffert du système communiste autant qu'eux. Ils n'oublient pas non plus que l'armée rouge les a d'abord libérés des Allemands... Nous sommes en bonne position pour négocier avec les Russes. »

La réponse du ministre des Affaires étrangères a surtout le mérite de souligner à quel point la mémoire historique est importante en République tchèque et cela est souvent oublié par les Européens de l'Ouest. Ainsi, plutôt qu'un trouble-fête, la République tchèque semble surtout être un pays à mieux découvrir lors de sa présidence, qui sera la deuxième d'un pays entré en 2004.

**L'approche historique n'est bien sûr pas suffisante mais, sans vouloir imposer le déterminisme historique, la compréhension de l'Autre passe souvent en outre par la compréhension de son histoire, de sa mémoire, parfois inconsciente mais souvent toujours prégnante. Ainsi, la future présidence tchèque peut aussi devenir une invitation à l'ouverture à l'est, dans une « Europe sans frontière ».**